

Société

Extrême droite, un terreau propice dans les inégalités

Extrême droite. Il fut un temps où ces mots faisaient froid dans le dos à la majorité d'entre nous. Nous étions nombreux à les redouter. On luttait pour tenir ce courant à distance, l'endiguer. On invoquait le respect des droits humains, l'égalité de tous, le dialogue, la diversité. Nos résistances sont-elles usées ? Un certain nombre d'entre nos contemporains auraient-ils renié ces valeurs ?



Avec le soutien de

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Nous sommes au lendemain des élections. Le 26 mai 2019, nous votons en Belgique pour plusieurs niveaux de pouvoirs (fédéral, régional, communautaire, européen). De ces urnes, un résultat laisse effaré : celui de l'extrême droite flamande, dont le score atteint les 18,5 % (soit 12,6% de plus qu'en 2014). Et l'inquiétude ne s'arrête pas là. Elle grandit encore lorsque l'on entend certains politiques flamands évoquer la possibilité de gouverner avec cette extrême droite. Ainsi, forte de 24,8% des voix, la N-VA au pilotage des négociations sur la région ne rejette pas l'option.

Un secrétariat d'État annonciateur

Stratégie de communication ? Bluff des partis ? Manœuvres de la N-VA pour durcir le ton et séduire une part d'électorat qui lui a échappé ? Il est encore fort tôt pour tirer des conclusions claires des attitudes des différents partis. Mais, à nos yeux, une réflexion s'impose d'ores et déjà. En effet, qui peut prétendre qu'une alliance (encore hypothétique à ce stade) entre la N-VA et le Vlaams Belang soit si surprenante ? Ne s'agit-il pas simplement de franchise et de cohérence. [En quatre années passées à la tête du pays, la N-VA n'a-t-elle pas prouvé à de multiples reprises son hostilité à l'égard des immigrés, dans le viseur du Belang ?](#) N'a-t-elle pas multiplié les outrances verbales à l'égard des migrants (souvenons-nous du « nettoyage » orchestré en 2017 par le N-VA Theo Francken dans sa fonction de secrétaire d'État à l'asile et la migration) ? Par l'intermédiaire de ce dernier, le parti nationaliste n'a-t-il pas fait fi d'une décision judiciaire favorable à une famille syrienne en refusant de lui accorder un visa, sous prétexte de ne pas créer un « appel d'air » ? N'a-t-il pas appelé à contourner la Convention européenne des droits de l'Homme dans la perspective de renvoyer les migrants en mer ? N'a-t-il pas frayé avec le régime soudanais, afin d'identifier et d'expulser des ressortissants originaires de ce pays ? N'a-t-il pas encouragé la police à pourchasser les migrants, présentés comme « clandestins » ou « illégaux », avec pour conséquence tragique le décès d'une enfant de deux ans, tuée par balle par un policier « dans l'exercice de ses fonctions » ? La N-VA n'a-t-elle pas, finalement, provoqué la chute du gouvernement fédéral par rejet pour un texte, pourtant non-contraignant, visant à promouvoir une autre approche des migrations internationales ?

On n'oubliera pas, au passage, que tout cela – jusqu'à la polémique liée au « Pacte migratoire » – s'est fait avec l'assentiment du Mouvement réformateur et du Premier ministre Charles Michel, ce dernier assumant sa politique « ferme et humaine ».

Le paradoxe d'une équipe nationale

Après le vote, on s'éveille groggy, à l'idée que presque un électeur sur deux, en Flandre, a voté pour la droite radicale (si l'on additionne les voix en faveur de la N-VA et du Vlaams Belang), qui s'est armée d'une xénophobie décomplexée pour l'emporter dans les urnes. Ce vote s'explique sans doute partiellement par le rejet des partis dits traditionnels. Il trouve aussi une part d'explication dans la stratégie de communication du Vlaams Belang :

soin particulier à l'apparence des figures en tête de liste, investissement massif dans les réseaux sociaux... Mais **ce serait une erreur de ne pas considérer la part d'adhésion des électeurs aux idées portées par les mouvances extrémistes**. « *Je ne suis pas raciste, mais notre peuple d'abord* », disait une citoyenne d'Ypres à une journaliste du *Soir* tentant de décrypter le choix en faveur du Vlaams Belang.¹

Voilà des années que les signaux d'alarme se multiplient. Les enquêtes d'opinion allaient pour la plupart dans le même sens : stop à l'immigration ! Les commentaires haineux pleuvent sur les réseaux sociaux. Qui n'a pas connu ces débats houleux, au sujet de la « crise des migrants » ? Qui n'a pas entendu ces craintes à l'idée que la Belgique soit submergée par un prétendu « afflux » de demandeurs d'asile ?

Peut-être nous sommes nous bercés d'illusions, aveuglés par des moments de communion nationale autour de nos diversités. Ainsi, voilà bientôt un an, tout le pays faisait la fête durant la coupe du monde de football. L'équipe nationale belge était parvenue à rassembler les gens aux quatre coins du pays. Quel rapport avec les résultats des élections ? Eh bien, cette équipe nationale, c'était celle d'Eden Hazard, le talentueux Brainois parti en France très jeune (il n'a jamais presté en championnat de Belgique) pour s'en aller poursuivre sa carrière en Angleterre, avant peut-être de continuer son parcours ailleurs (quand on parle de migration...). C'était aussi l'équipe de Vincent Kompany, fils d'un réfugié congolais. Celle de Nacer Chadli, joueur belgo-marocain, auteur de ce but improbable à la dernière minute du quart de finale contre l'équipe du Japon. Les électeurs qui ont plébiscité l'extrême droite, par rejet de l'immigration, n'ont-ils pas bondi de joie ce soir-là, il y a seulement un an ?

Peurs et fantasmes

Le rejet de l'immigration se nourrit de **fantasmes, d'illusions et de peurs**. Fantasme d'une identité nationale homogène et d'un passé – notamment colonial - idéalisé ; illusion d'un monde où les frontières tracées par les humains seraient les seules lignes directrices de nos destinées ; peurs de l'inconnu, de celles et ceux qu'on classe dans la catégorie des « autres ».

Leurre est d'autant plus trompeur que les partis tels **que le Vlaams Belang maquillent leurs traits xénophobes sous un far social**, tel la proposition d'un retour de la pension à 65 ans ou le relèvement des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté. Notons que les premières enquêtes sur le profil des électeurs du Vlaams Belang relève que le parti obtient de « *gros scores là où les habitants ont en moyenne un très bas revenu* »², et là où « *il y a peu d'habitants d'origine étrangère* ».

Où s'arrête la logique de l'enfermement des gens dans la case des « autres » ? Aujourd'hui, ce sont les immigrés qui sont visés avec une acuité particulière, mais la cible peut aussi être

¹ VAN REETH C., « Qu'on laisse sa chance au Vlaams Belang ! », *Le Soir*, 28 mai 2019.

² Voir « Où sont les électeurs du Vlaams Belang ? », *L'Echo*, 28 mai 2018.

des citoyens considérés comme « de seconde zone » : les personnes appauvries, les personnes âgées, les jeunes, les femmes, les sans-abris... Autant de boucs émissaires, dans un contexte de concurrence entre tous.

Pourtant, à y regarder de plus près, l'identité de chacun d'entre nous est bien plus complexe que les quelques données renseignées sur nos documents officiels ; elle est unique et surtout diversifiée.

L'extrême droite européenne a trouvé son fer de lance

Lampedusa. Il faut quelques centaines d'euros pour prendre l'avion à partir de Rome et atterrir une heure et demie plus tard sur le sol de cette île du sud de l'Italie, connue pour les débarquements réguliers sur ces côtes de migrants en provenance d'Afrique. Pour la rejoindre depuis les côtes africaines, justement, il faut verser plusieurs milliers d'euros à un passeur et braver les flots de la mer Méditerranée, en espérant ne pas sombrer comme ces 800 hommes, femmes et enfants, le 19 avril 2015 ; ou ces 500 en octobre 2013 ; et tant d'autres encore...

Ironie du sort, si l'on observe la géologie et les plaques tectoniques, le territoire de Lampedusa se trouve en fait... sur le continent africain.

À Lampedusa, le 26 mai 2019, la Ligue – parti d'extrême droite italien – l'a emporté haut la main aux élections européennes et municipales. Idem à Riace, ville symbole de l'accueil des migrants. Telle est l'œuvre de Matteo Salvini, figure emblématique de l'extrême droite italienne, actuellement ministre de l'Intérieur... dont le discours nauséabond se veut on ne peut plus clair : « *Si vous faites de nous le premier parti en Europe, la politique anti-immigrés s'appliquera à l'ensemble de l'Union européenne, et plus aucun migrant ne viendra ici.*³ » [Ce 26 mai 2019, un électeur italien sur trois a choisi le parti de Matteo Salvini.](#) C'est le meilleur résultat d'un parti d'extrême droite en Italie depuis... les années 20 !

Les conséquences de tels propos ne touchent pas uniquement à la gouvernabilité de l'Italie, mais aussi à l'évolution des mentalités sur tout le continent européen. En effet, Salvini est cité en exemple par des partisans du Rassemblement national en France car, à la différence de la famille Le Pen, le ministre de l'Intérieur italien occupe un poste de pouvoir. [Le score de la Ligue est d'autant plus inquiétant qu'il traduit une forme d'hégémonie culturelle qui est en train de s'instaurer... et qui pourrait faire tache d'huile un peu partout en Europe.](#)

³ <https://www.courrierinternational.com/article/sommet-milan-lextreme-droite-europeenne-couronne-son-prince-matteo-salvini>, consulté le 28.05.2019.

Les inégalités à la source

À Vivre Ensemble, nous avons déjà eu l'occasion d'interroger cette logique de rejet de l'autre, et d'en tirer cette conclusion : *la politique migratoire actuelle est le miroir de la société inégalitaire dans laquelle nous vivons, une société qui fait de la concurrence un principe de base et qui laisse les perdants sur le carreau.*⁴ Les inégalités nuisent à la cohésion sociale et au bien-être. Elles suscitent de la compétition, des tensions, des discriminations. Elles sont un puissant levier pour ceux qui actionnent la rhétorique de la division et du rejet⁵.

Poser ce diagnostic permet d'envisager la manière de contrer les idées d'extrême droite. Elle ne pourra pas faire l'économie de questionner, d'une part, la manière dont la mondialisation néolibérale fracture la société, et d'autre part, notre façon de nous situer les uns par rapport aux autres dans ce monde interconnecté.

Comme l'explique François Gemenne, spécialiste des migrations climatiques, *« aujourd'hui nos sociétés sont traversées par [...] une "fracture de la mondialisation", qui touche beaucoup à la question de la frontière. Les identités collectives se définissent largement autour de la frontière. Pour certains, la frontière est une sorte de scorie, un monde passé. L'élite gagnante de la mondialisation va considérer que sa vie et sa carrière se déroulent dans le monde entier. Ce sont des gens qui voyagent à l'étranger quasiment toutes les semaines ou tous les mois. Et puis à côté, il y a des gens qui se considèrent comme les laissés-pour-compte de cette mondialisation et pour qui les frontières vont au contraire représenter une protection, un rempart face à ce qu'ils identifient comme une menace extérieure. »*

L'extrême droite utilise les frontières comme un signal adressé à ces laissés-pour-compte. Elle exacerbe la frontière pour définir une identité collective rassurante. Quant aux *« migrants, comme ils ne manifestent pas et ne votent pas, ils sont (...) un levier très puissant pour actionner la peur et l'anxiété.*⁶ »

Lutter contre les inégalités pour limiter les discriminations... et vice-versa !

Aux yeux de Vivre Ensemble, une chose est certaine : *« la recrudescence du racisme à travers l'Europe ne doit rien au hasard : il mûrit parmi les fruits de l'inégalité. Cette forme d'exclusion ne peut être prise à la légère, car elle menace la cohésion sociale et la démocratie. La solution passe par plus d'équité et par la valorisation de la diversité.*⁷ » Nous l'écrivions voici six ans déjà.

⁴ Lire l'analyse de Vivre Ensemble « Politique migratoire : miroir d'une société inégalitaire », 2017.

⁵ PINTO R., « Les centres fermés ne rendront pas nos rues plus sûres », *Le Soir*, 26 mai 2017.

⁶ GAROT J.-C., « Une seule politique d'asile sera valable », *Pour*, n° 4, 10-11.2018, p. 4.

⁷ Lire l'analyse de Vivre Ensemble « Racisme : la cohésion sociale en danger », 2013.

Plus que jamais, il faut investir dans des politiques visant l'inclusion et la mise en avant des compétences de chacun, de chacune ; des politiques qui favorisent le bien commun et la justice sociale. Pour y parvenir, il est bon de miser sur la vigueur de la société civile et des corps intermédiaires – associations, syndicats, mutuelles, mouvements citoyens –, et notamment sur l'éducation permanente, qui ne considère pas la différence comme un obstacle mais permet de faire vivre le dialogue, le débat et la rencontre.

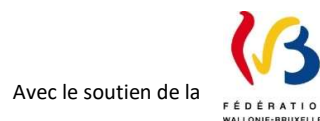
Des murs ou des ponts ?

Prendre le temps d'aborder les questions liées à l'immigration, sans simplisme ni tabou, sans renoncer à défendre certaines valeurs non plus, tel est le pari relevé par Vivre Ensemble. En partenariat avec Caritas Wallonie s'est mis sur pied un module d'animation intitulé « Des murs ou des ponts ? »

Destiné à des groupes de 15 à 20 personnes, ce module se décline en une journée complète d'animation, d'échange et de rencontre, autour du thème de la migration. Loin de rester passifs, les participants apportent leurs points de vue et leurs questions. Des informations plus factuelles leur sont transmises, elles s'accompagnent d'exemples concrets et de témoignages, éléments indispensables pour travailler nos regards. La rencontre est « une manière de décroisonner les populations et d'arracher les étiquettes, pour apercevoir la diversité derrière les groupes trop souvent présentés comme homogènes et, en même temps, notre humanité commune, en laissant émerger l'empathie⁸ ».

À en croire les réactions des participants, cette formation leur a donné envie « d'avoir un regard nouveau sur le monde », « d'avoir des informations vérifiables et correctes », ou encore « d'arrêter la circulation des préjugés ». De quoi, peut-être, faire bouger légèrement les lignes sur l'échiquier politique ?

Renato Pinto
Coordinateur régional Vivre Ensemble Hainaut



Disponibles sur www.vivre-ensemble.be | Exemplaires sur demande :
info@vivre-ensemble.be 02 227 66 80

⁸ Lire l'analyse de Vivre Ensemble « [L'éducation permanente : un outil contre le racisme ?](#) », 2016.